

Unité départementale du Rhône
63, avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/10/2022

Contexte et constats

Publication éventuelle sur **GÉORISQUES**

Société IVA ESSEX
145 Rue de la République, 69330 Meyzieu

Références : UDR-CRT-22-185-AC

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/10/2022 dans l'établissement IVA ESSEX implanté à Meyzieu. Cette partie « Contexte et constats » est éventuellement publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société IVA ESSEX
145 Rue de la République, 69330 Meyzieu
- Code AIOT dans GUN : 0006104024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil Haut

La société ESSEX SAS fabrique par synthèse des vernis destinés à l'industrie électronique et électrique. Les synthèses sont mises en œuvre dans le bâtiment principal de production et utilise des produits inflammables.

L'inspection porte sur la gestion des rejets à l'air et le respect de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 29 mai 2018. Une visite de l'établissement a été réalisée afin de constater la conformité des installations aux éléments documentaires présentés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets dans l'air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe les types de suites suivants :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « sans suite administrative » incluant des constats de non conformité et des observations.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
-	-	-

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Système de traitement des rejets à l'air	Art 2.3.1.1 de l'AP du 29 mai 2018	
Captage et épuration des rejets	Art. 2.3.1.2 de l'AP du 29 mai 2018	
Qualité des rejets	Art. 2.3.2 de l'AP du 29 mai 2018	
Installations de combustion	Art. 2.3.3 de l'AP du 29 mai 2018	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune des fiches de constats ne conclut à la nécessité d'une action de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Système de traitement des rejets à l'air
Référence réglementaire : art. 2.3.1.1 de l'AP du 29 mai 2018
Thème(s) : Air
Prescription contrôlée : <i>Les installations sont conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations sont, dans la mesure du possible, munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Les installations de traitement des effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière:</i> <ul style="list-style-type: none">• à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,• à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.
Constats : <p>Les installations sont équipées de 4 cheminées :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 cheminée d'environ 10m pour la chaudière à vapeur 1,5t;- 1 cheminée d'environ 27m pour la chaudière à vapeur 3t;- 1 cheminée d'environ 27m pour les 2 chaudières à fluide caloporteur;- 1 cheminée d'environ 27m pour l'incinérateur à COV. <p>L'exploitant a présenté un plan d'implantation de ces cheminées. Elles sont situées à proximité immédiate du bâtiment de chaufferie. Leur emplacement a été vérifié sans relever de non conformité.</p> <p>Il n'y a pas de traitement des rejets des chaudières.</p> <p>L'exploitant ne procède à aucune maintenance préventive des cheminées. Les cheminées ont été installées au début des années 2000 et n'ont pas connu d'indisponibilité à ce jour.</p>
Type de suites proposées : sans suite administrative
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : Captage et épuration des rejets
Référence réglementaire : art. 2.3.1.2 de l'AP du 29 mai 2018
Thème(s) : Air
Prescription contrôlée : <p><i>Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, disposés de manière à permettre la réalisation de mesures représentatives. La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.</i></p> <p><i>Les rejets de Composés Organiques Volatils (COV) issus des réacteurs, des opérations de dépotage et d'empotage sont gérés de la façon suivante:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Réacteurs - Les événements sont collectés et traités dans l'incinérateur de COV ; les rejets des dispositifs de sécurité tels que soupapes et disques de rupture sont collectés et dirigés en toiture, en cas de déclenchement (condition accidentelle); en cas de fonctionnement de ces dispositifs de sécurité, une analyse est menée comportant notamment une estimation des quantités rejetées.</i> • <i>Installations d'empotage et de dépotage — Les rejets issus des événements sont soit retournés vers la citerne d'origine. soit collectés et dirigés vers l'incinérateur de COV.</i>
Constats : <p>L'exploitant a présenté l'orifice obturable équipant la cheminée de sortie de l'incinérateur de COV. Aucune non conformité n'a été relevée.</p> <p>L'exploitant a présenté sur site le passage des canalisations captant les rejets de COV des réacteurs, et adressé un plan du passage des canalisations en toiture par mail du 14/10/22. Ces rejets sont ensuite dirigés vers un incinérateur de COV à céramiques.</p> <p>L'exploitant a présenté la captation des rejets accidentels des soupapes et disques de rupture par sondage. Chaque dispositif de sécurité dispose de son propre réseau de rejet en toiture. Aucune non conformité n'a été relevée.</p> <p>L'exploitant déclare qu'aucun déclenchement de soupape ou de disque de rupture n'a eu lieu depuis l'installation de ces systèmes de sécurité en 2006. Ces dispositifs font l'objet d'une vérification avec tarage tous les 3 ans.</p> <p>L'exploitant a présenté sur la notice d'utilisation et sur site le dispositif permettant de capter les rejets de COV lors de l'empotage d'une citerne routière. Ce dispositif se place sur le trou d'homme situé en haut de la citerne. Les rejets sont ensuite dirigés vers le réseau de captation des rejets de COV des réacteurs menant à l'incinérateur.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les rejets de COV liés au dépotage d'une citerne routière sont captés et retournés à la citerne par une simple canalisation souple.</p>
Type de suites proposées : <p>- sans suite administrative</p>
Proposition de suites : - <p>-</p>

Nom du point de contrôle : qualité des rejets
Référence réglementaire : art. 2.3.2 de l'AP du 29 mai 2018
Thème(s) : Air
Prescription contrôlée : <i>Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, normes de mesure, transmission des résultats à l'inspection des installations classées).</i>
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 6 décembre 2021 le rapport de contrôle établi par Chauvin Arnoux MANUMESURE suite au contrôle effectué le 24 novembre 2021. Le rapport ne fait état aucun dépassement ou non conformité. Le prochain contrôle est prévu au cours de la première quinzaine de novembre 2022 et sera réalisé par l'APAVE.
Type de suites proposées : -
Proposition de suites : -

Nom du point de contrôle : installations de combustion
Référence réglementaire : art. 2.3.3 de l'AP du 29 mai 2018
Thème(s) : Air
Prescription contrôlée : <i>Les installations de combustion rentrant dans le champ d'application de l'article R.224-21 du code de l'environnement relatif aux rendements minimaux et équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 20 MW et celles rentrant dans le champ d'application de l'article R.224- 41-4 (chaudières entre 4 kW et 400 kW) sont conformes aux dispositions de ces articles. Leur efficacité énergétique et leur émissions polluantes sont contrôlées périodiquement conformément aux dispositions des articles R.224-2 I et suivants et R.224-4 1-4 et suivants.</i>
Constats : L'exploitant déclare faire contrôler ses chaudières tous les deux ans. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets des chaufferies suite au contrôle effectué par l'APAVE le 7 avril 2022. Ce rapport a également été adressé par mail du 14/10/22, aucun dépassement n'est relevé.
Type de suites proposées : -
Proposition de suites : -